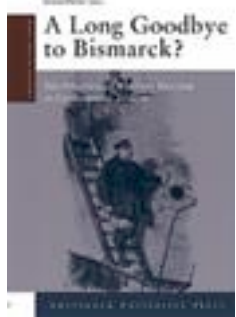


LIVRES

Modèles sociaux : convergences et divergences

L'heure, pour les différents modèles sociaux occidentaux, est, depuis des décennies, à la réforme. Quels sont les mouvements à l'œuvre ? Comment comparer ? Quelles perspectives ? Trois ouvrages en anglais pour quelques jalons et interrogations.

A LONG GOODBYE TO BISMARCK ? The Politics of Welfare Reform in Continental Europe
sous la direction de Bruno Palier
Amsterdam University Press, 2010, 455 pages.



Dans l'univers de la protection sociale, le chancelier Bismarck est connu pour avoir laissé son nom à un certain type de système : les assurances obligatoires attachées au travail. Le « politiste » (comme on dit)

Bruno Palier, orfèvre français des « régimes » de protection sociale, publie les résultats d'une recherche collective sur cet État providence bismarckien, supposé plus rétif à l'adaptation. Ce régime est dit aussi « conservateur » (car il est là pour le maintien des revenus et des situations), « corporatiste » (car il n'est pas, en théorie, géré par l'État, mais par les partenaires sociaux), « continental » (car c'est en Europe continentale qu'il s'est implanté). C'est à l'analyse de ses ajustements qu'est convié le lecteur, à travers quelques pays : France, Allemagne, Autriche, mais aussi Suisse, Pologne, Hongrie. Des contraintes similaires pèsent : chômage ; mutations de la famille (qui n'est plus organisée autour de « monsieur Gagnepain » et de « madame Aufoyer ») ; nouveaux risques comme la dépendance et l'exclusion ; dualisation grandissante entre « insiders » et « outsiders » ; vieillissement et faible fécondité.

Tous ces ensembles nationaux, abordés avec une grille d'analyse commune, ont connu de fortes adaptations, depuis les années 2000, sur les fronts des retraites, de l'emploi, de la santé et de la politique familiale. Palier et ses collègues ne repèrent pas de rupture soudaine, mais une « trajectoire de réforme », dans chacun des pays. Les transformations structurelles viennent du cumul de changements incrustés sur les plans de l'organisation et du financement. Palier précise des « séquences de réforme », qui ont d'abord consisté à augmenter les contributions, puis à tenter de limiter les prestations. Ensuite, des mouvements parallèles d'étatisation (du pouvoir) et de privatisation (de la couverture des risques) ont ébranlé le modèle. Pour finir, ce sont les objectifs même qui ont été transformés. Partout où des régimes de type bismarckien ont été mis en place, ils sont maintenant complétés ou concurrencés (selon les points de vue) par le bas, avec des politiques d'assistance (comme le RMI-RSA) qui s'étendent, et, par le haut, avec un recours accru (encouragé par la fiscalité) à la prévoyance. Partout également ces régimes se réorientent, plus ou moins nettement, vers la petite enfance et la jeunesse. Ils n'ont pas encore la consistance souhaitée par les auteurs réunis dans cet ouvrage, en termes d'investissement social, mais ils ont fait montre de fortes capacités d'évolution. La leçon plus générale est que les différents régimes de protection sociale peuvent converger. Pour la France, qui oscille entre les trois logiques bismarckienne, libérale et socio-démocrate, la tendance est à l'hybridation, plus qu'à la refonte.

CREATING AN OPPORTUNITY SOCIETY
par Ron Haskins, Isabel Sawhill
Washington, Brookings Institution Press, 2009, 347 pages.

Deux chercheurs de la Brookings Institution, Ron Haskins (psychologue proche des républicains) et Isabel Sawhill (économiste proche des démocrates), proposent une synthèse de leurs travaux traitant de la protection sociale américaine. Estimant qu'il est possible de faire bien mieux, ils listent cinq critères pouvant guider les politiques sociales aux États-Unis : des programmes en cohérence avec les valeurs américaines ; une plus grande insistance sur la responsabilité individuelle ; l'efficacité évaluée des dépenses sociales ; un ciblage des mesures sur les plus défavorisés ; la révision drastique d'un système trop compliqué qui, par prolifération des dispositifs, est devenu « un cauchemar pour les bénéficiaires comme pour les prestataires ».

Pour nos auteurs, les niveaux d'inégalité sont devenus contre-productifs. La pauvreté, qui est pourtant mesurée de manière absolue (et qui donc pourrait être absorbée par la croissance), n'a pas baissé, sauf pour les personnes âgées. La stagnation des salaires et la transformation des structures familiales expliquent le phénomène. Haskins et Sawhill plaident pour revoir la mesure américaine de la pauvreté (qui est une mesure « absolue ») et la transformer, comme en Europe, en une mesure relative. Les pauvres, aux États-Unis, sont, en effet, en situation favorable par rapport aux autres parties du monde, mais pas par rapport aux autres Américains.



L'ouvrage rappelle que, à la différence de ce que croient les habitants, la mobilité sociale est plus faible aux États-Unis que dans d'autres pays développés comme la Finlande ou le Royaume-Uni. Ces pages décrivent aussi l'anxiété des classes moyennes face à de nouvelles formes d'insécurité que ne couvrent pas les mécanismes de protection sociale en place (insuffisance de l'offre d'accueil pour les petits enfants, fossé intergénérationnel qui s'accroît).

Au titre des recommandations, Haskins et Sawhill visent un « réajustement générationnel », une puissante simplification de l'architecture d'ensemble de la protection sociale et une réorientation des moyens vers les jeunes. Mettant en avant le triptyque « travail, famille, éducation », ils considèrent qu'il faut développer les programmes Clinton puis Bush de soutien au mariage (fiscalité avantageuse, cours dans les écoles, etc.). A ceux qui avancent qu'il s'agit d'une idée d'un autre âge, incompatible avec la culture moderne, ils rétorquent que c'est la culture moderne qui est incompatible avec les besoins des enfants. On notera aussi que leur idée de mettre plus à contribution les personnes âgées les plus aisées, en faveur des jeunes les plus

pauvres et des ménages de la classe moyenne, retentit, directement, sur des débats très français. Ce texte, qui se veut « guide pour la politique sociale des prochaines décennies », apporte, pour le moins, de la matière au débat.

UNITED IN DIVERSITY ? Comparing Social Models in Europe and America

sous la direction de Jens Alber et Neil Gilbert
New York, Oxford University Press 2010, 450 pages.



L'Allemand Jens Alber et l'Américain Neil Gilbert ont dirigé un épais volume sur la comparabilité des modèles de l'Union européenne (UE) et des États-Unis (EU). L'hétérogénéité est de mise. Les différences au sein de l'UE sont telles qu'il n'y aurait pas grand sens à comparer les deux ensembles UE et EU.

Sur bien des points, le modèle EU pourrait être classé en bonne position des palmiers intra-UE. Pour Alber et Gilbert, qui ne rejettent pas les approches comparatives systématiques, mais qui appellent à la prudence, il serait plus valable (et plus original) de comparer, terme à terme, la situation de la Californie avec celle de la France ou de l'Allemagne. Selon les auteurs, ce sont les nouveaux entrants dans l'UE (un ensemble « social ») qui ressemblent le plus, en réalité, aux EU (un ensemble « libéral »). Du côté des rapprochements, les auteurs repèrent des mouvements tectoniques (lents et importants). Activation, individualisation, responsabilisation sont trois maîtres mots des deux côtés de l'Atlantique.

Ce travail d'experts intéressera, principalement, dans son approche et son traitement des indicateurs. La comparaison est souvent opérée à partir des parts de PIB affectées aux dépenses sociales. Or, selon les définitions et les périmètres retenus, les images ne sont pas les mêmes. Les EU se distinguent au sein de l'OCDE par des dépenses sociales brutes qui les placent dans le dernier tiers. Si l'on prend en considération les dépenses sociales nettes (après fiscalité), alors les EU se retrouvent dans le premier tiers. De surcroît, ces décalages n'indiquent pas forcément grand-chose. En effet, plus de dépenses maladie, est-ce lié à une demande plus importante ou bien à une offre plus conséquente ? Dilemme statistique important. L'ouvrage est conclu sur trois observations. L'UE, c'est d'abord de la diversité, sans claire commune identité. EU et UE sont en phase de convergence, surtout depuis les années 2000, et incarnent ensemble un modèle « occidental ». EU et UE, peut-être davantage que les États membres au sein de l'UE, sont « unis dans la diversité », comme le veut la devise européenne.

JULIEN DAMON,
PROFESSEUR ASSOCIÉ À SCIENCES PO
(MASTER D'URBANISME)

LE POINT DE VUE DE MICHEL CICUREL

Remettre les cigales occidentales au travail

On ne cesse de nous raconter une histoire de la crise simple et claire comme une fable de La Fontaine. On nous dit que le savetier s'est fait corrompre par le vilain financier. Et si derrière le bon savetier se cachait une cigale ayant confié son labeur à la fourmi et qui, fort dépourvue à la fin de l'été, était forcée de « danser maintenant » ?

La seconde moitié du XX^e siècle est dominée par l'absolutisme du consommateur des pays riches. Un consommateur-roi régnant sur trois royaumes simultanément. Le premier, c'est la concurrence mondialisée qui force l'entreprise et ses salariés à se faire violence pour satisfaire le consommateur exigeant.

Le deuxième royaume, c'est l'émergence des BRIC. Le riche consommateur occidental abandonne l'effort de travail et d'épargne au monde émergent : industrie chinoise, services indiens, agriculture brésilienne. Ainsi, le roi a trouvé la martingale pour ne pas être en même temps le client capricieux et le producteur sous pression. Il botte en touche en colonisant le nouveau monde consentant.

Au troisième royaume, l'appétit vient en mangeant, et le consommateur-roi veut faire bombance. Alors, en Europe, les États-providence s'abandonnent au déficit pour accroître les transferts sans prélever trop les classes moyennes. Aux États-Unis, ce sont plutôt les banques qui régalaient. Et les émergents, ne pouvant se passer d'un consommateur occidental vorace, arrosent le festin en recyclant leur épargne pour financer la providence de leurs clients. Le taux de croissance des années 2000 devient exceptionnel, et c'est le consommateur des pays riches qui bat la mesure.

Pourtant ce somptueux deal global gagnant-gagnant, comme disent nos amis chinois, tourne au vinaigre. Nous voilà au bout de l'âge d'or où les cigales chantaient tandis que les fourmis économisaient et travaillaient.

D'abord, les ressorts de la consommation occidentale se relâchent avec un sérieux tour de vis à la dette publique et privée. Ensuite, les émergents ne feront pas toujours crédit dans un système monétaire international délabré. Aujourd'hui, c'est l'euro qui est malmené, mais la faillite de la Californie vaut bien celle de tous les PIGS réunis, et le tour du dollar viendra. Enfin, les exportations émergentes se nourrissent largement de consommations intermédiaires importées, en provenance des pays industrialisés, et l'Allemagne demeure le premier exportateur mondial. Ce compromis acceptable ne résistera pas à l'effort d'autosuffisance conduit par les BRIC.

Pourquoi les classes moyennes occidentales se pressentent-elles

gravement menacées ? Est-ce l'érosion de leurs retraites et le chômage de leurs enfants ? Est-ce le soutien aux plus défavorisés, puisque « faire payer les riches » en Occident revient à pressurer les classes moyennes ; d'autant que plus de la moitié des millionnaires du monde se trouvent déjà en Asie ? Est-ce l'écart qui s'est creusé avec les classes dirigeantes profitant de l'actionnariat des entreprises globales, même si la mondialisation a favorisé la consommation de masse à bas prix ? La vraie menace est que le confort des cigales et le dumping des fourmis cessent de se tenir par la barbichette. D'ailleurs, nos salariés se plaignent de conditions de travail plus dures, imposées par l'âpreté de la compétition internationale. Contrairement à la vulgate politico-médiatique, ce ne sont pas les riches qui menacent nos classes moyennes : ce sont les pauvres des pays émergents, qui s'efforcent légi-

Nous voilà au bout de l'âge d'or où nous chantions, tandis que les fourmis des BRIC économisaient et travaillaient.

timement de rejoindre à tout prix les rangs de la classe moyenne. Riches et pauvres de notre vieux monde sont sur une même galère.

A quoi ressemblera la fin du consommateur-roi occidental ? Fin résignée à la japonaise ? Fin tragique, genre protectionnisme des années 1930 ? Mais pourquoi pas une fin sérieuse où l'Occident se remet au travail pour payer sa consommation ? Nos entreprises devront investir beaucoup plus et intéresser tous leurs salariés à la création de valeur en généralisant les stock-options. On devra négocier aussi avec les fourmis, qui n'ont nulle envie de tuer la poule occidentale aux œufs d'or ! Non pas, bien sûr, leur demander de jouer dès maintenant les cigales : ça a déjà raté avec les Allemands ! Mais de partager un peu mieux la fourmilère. Comme le fait précisément l'Allemagne avec la Chine.

Les émergents savent bien d'ailleurs avec qui ils doivent compter. Jugez-en ! Un grand banquier chinois à qui je demandais en quelles monnaies il plaçait le compte propre de la banque m'a fait cette réponse, terrifiante à bien des égards : 40 % en dollars, 20 % en euros, le reste en diverses monnaies, notamment... le deutsche Mark !

Michel Cicurel est président du directoire de la Compagnie Financière Edmond de Rothschild.

LA REVUE DU JOUR

Le pouvoir et la presse



Le propos. Les médias sont les armes et la guerre, l'information. Napoléon ne redoutait-il pas davantage trois journaux que 10.000 baïonnettes, rappelle François-Bernard Huyghe, chercheur à l'Iris (Institut de relations internationales et stratégiques) qui consacre, dans sa revue, un dossier au couple médias et politique. Certes, la revue ne répond pas à la question de savoir si la presse peut changer le cours de l'histoire, mais elle poursuit le débat avec des contributions de directeurs de chaîne, de fonctionnaires, d'ONG et de chercheurs. Ces interrogations revêtent une grande actualité. Jusqu'où l'arrivée d'Internet repoussera les frontières ? Car, comme le souligne Jérôme Clément, président d'Arte

France, « la notion de média est à réinterroger ». L'autre intérêt est de comprendre jusqu'où peuvent aller les médias dans des affaires comme celle qui secoue la France autour de la fortune de Liliane Bettencourt. Car, faut-il le rappeler, la presse n'a pas tout le pouvoir. Le Watergate, qui a débouché sur la démission de Nixon en 1974, est l'une des rares exceptions de sa puissance directe, et son influence est le plus souvent indirecte.

La citation. « L'utilisation des technologies de l'information à des fins offensives représente une forme très aboutie de conflit asymétrique » (Nicolas Arpagian).

J. H.-R.

« La Revue internationale et stratégique », n° 78, été 2010, 178 p., 20 euros.

Les Ch@ts des Echos
FINANCES PERSO, MANAGEMENT, SOCIÉTÉS...

VOUS AVEZ DES QUESTIONS ? NOS INVITÉS RÉPONDENT ! chats.lesechos.fr